

30 mai 2013

Réflexions sur les blocages syriens

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au Groupe d'analyse de JFC Conseil

Alors que les combats s'intensifient, le régime de Damas résiste mieux qu'on ne l'avait cru ; la crise semble interminable et la communauté internationale impuissante à imposer une solution. De nombreux blocages en sont la cause : une opposition au mieux désorganisée, au pire manipulée par certains parrains arabes ; une nouvelle session de la conférence de Genève dont la perspective s'estompe sitôt qu'elle est annoncée ; des désaccords flagrants entre Russes et Occidentaux ; une décision de principe de l'UE de lever l'embargo, fort attendue, mais dont on ne sait si elle pourrait être appliquée et comment elle le serait.

Pour frustrants qu'ils soient et terribles par les conséquences qu'ils comportent pour la population syrienne, ces blocages contribuent à mettre en lumière les enjeux régionaux de la tragédie en Syrie. Certaines lignes de force sont en train d'apparaître :

Sur le terrain d'abord, les violents combats pour la maîtrise de la ville de Qussayr ont une importance déterminante. La ville est située sur un axe stratégique reliant Damas à la mer, donc à la base de Tartous, mais aussi au pays alaouite. La survie du régime s'y joue ; aussi a-t-il envoyé ses troupes d'élites et massé une quarantaine de chars. Il a également reçu des renforts du Hezbollah libanais : l'issue de la bataille est également un enjeu pour l'Iran.

De son côté, la Coalition de l'opposition affiche une étrange impuissance. Réunie la semaine dernière en Turquie, elle a échoué à trouver un accord qui ferait entrer des libéraux en son sein ; elle n'est pas non plus parvenue à s'engager sur les conditions de sa participation à la Conférence de Genève. Les désaccords entre les parrains arabes sont patents : le Qatar pèse de tout son poids pour imposer la domination des Frères Musulmans, tandis que l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis sont en faveur d'une approche plus libérale. La direction imposée au cours de l'hiver par le Qatar à la tête de l'opposition a d'ailleurs échoué en Syrie et ses représentants ont brillé par leur absence lors de la visite fortement médiatisée que le sénateur McCain vient de faire en Syrie.

Les conditions ne paraissent pas réunies pour que la Conférence de Genève se réunisse rapidement. Aux difficultés tenant à l'opposition syrienne s'ajoute la question de la participation de l'Iran, que propose la Russie. Paris et Londres y sont opposés ; en revanche Washington n'a pas aussi clairement pris position. On peut aussi penser que les pays du Golfe n'y seraient pas favorables. Pourtant on voit mal la Russie céder sur ce point.

Un dernier élément vient compliquer le tableau : en réponse à la décision de l'UE de lever l'embargo, la Russie vient de répondre en annonçant son intention de procéder à la livraison des missiles S 300. On peut gloser sur la validité de l'argument russe selon lequel il s'agit d'exécuter des contrats anciens, l'important est de décoder le message de Moscou. Il signifie clairement aux Occidentaux et à leurs alliés du Golfe que l'option militaire est exclue, alors que la possibilité d'instaurer une zone d'exclusion aérienne est à nouveau envisagée. La Russie entend rester une puissance méditerranéenne ; son prestige et ses intérêts de sécurité sont en jeu. On peut également rappeler que l'enjeu est lié à l'avenir énergétique de la région et l'on sait l'intérêt russe pour ce dossier.

Du côté israélien, le ministre de la Défense, Moshe Yaalon, semble avoir réagi un peu vite en déclarant qu'à sa connaissance les missiles russes n'étaient pas encore arrivés en Syrie mais que s'ils arrivaient, Israël ne resterait pas sans réagir. Cette déclaration est de nature à envenimer encore la situation, mais elle a probablement été faite sans l'accord de M. Nethanyaou ; sa portée doit être relativisée. Israël ne peut en effet se permettre de menacer la Russie, pas plus que Moscou ne peut l'accepter. L'affaire est pour le moment retombée et il est vraisemblable que des conseils de modération aient été donnés par Washington.

Que penser de tout cela ?

Les difficultés de la Coalition de l'Opposition ne constituent pas une surprise tant la formation de cette organisation a jusqu'à présent relevé de l'exercice surréaliste, faisant apparaître au grand jour l'interventionnisme de ses parrains, notamment le Qatar. Pour la France comme pour la Grande-Bretagne, la Coalition représente un interlocuteur légitime. Mais pourra-t-on continuer à tenir pour légitime une formation qui serait incapable de compter en son sein des personnalités modérées et représentatives, telles que Moaz al Khatib ou Michel Kilo ? L'intérêt de Paris et de Londres est-il de laisser le fondamentalisme musulman s'installer à Damas ?

Le bras de fer qui est ainsi engagé recouvre en effet la question de l'influence de Qatar et de son choix en faveur des Frères Musulmans en Syrie. En dépit de ses immenses ressources financières, l'Emirat a contre lui ses voisins du Golfe, mais aussi la Russie et rien ne dit qu'il l'emportera. Alors que le moment de vérité semble approcher pour les Frères en Tunisie et n'être pas si loin en Egypte, l'Emirat qui a réussi à faire oublier ses responsabilités en Libye et au Mali pourrait bien être confronté à une réalité différente de celle qu'il ambitionne de construire. On peut imaginer combien la perspective d'avoir à rentrer dans le rang pourrait être déplaisante pour lui : mieux vaut probablement une absence de résultat à Istanbul, qu'une Coalition dont le contrôle lui échapperait.

La question de la participation de l'Iran à un règlement est logique : il n'y aura pas de solution durable en Syrie sans une forme d'accord avec Téhéran. Depuis l'an dernier les États-Unis ont engagé une réflexion de fond sur l'avenir de la relation avec l'Iran ; la possibilité d'un changement n'est plus une question taboue outre-Atlantique. En revanche, la France et la Grande-Bretagne affichent toujours leur opposition à une participation iranienne à Genève. La raison officielle est qu'il faut éviter de donner à l'Iran la possibilité de s'exonérer de ses responsabilités dans le domaine nucléaire. L'argument mérite qu'on s'y arrête, mais sur le plan strictement logique il a le défaut de jouer aussi bien dans l'autre sens : comment obtenir des concessions sur le nucléaire si l'on prétend exclure Téhéran du règlement syrien ?

Il y a fort à parier que le moment venu c'est par des discussions directes entre Moscou et Washington que la question sera réglée, sans oublier bien sûr de possibles contacts directs entre Washington et Téhéran, comme cela a déjà été envisagé dans le cadre des négociations sur le nucléaire iranien.

Il est clair que les conditions ne sont pas réunies pour organiser une réunion à Genève. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les Occidentaux, car le calendrier ne joue pas en leur faveur. Le prochain sommet du G8, le 17 juin sera l'occasion d'aborder la question syrienne au plus haut niveau.

Et après ? S'il se confirmait qu'il est impossible d'organiser une nouvelle réunion au format « Genève », la tentation sera forte de se tourner vers les Nations-Unies. C'est d'ailleurs ce qui se passe actuellement. Une première résolution présentée par le Qatar et la Turquie vient d'être adoptée par le Conseil des droits de l'homme à Genève. Elle demande la cessation des hostilités et condamne l'intervention de combattants étrangers. Qatar a marqué un point contre Bachar et l'allié russe. A New-York, le Conseil de Sécurité vient de décider de placer le Front al Nusra sur la liste des groupes terroristes. Et cette fois, ce sont les djihadistes soutenus par Doha qui sont visés.

Faire appel aux Nations-Unies permet de peser sur le rapport de forces mais on ne peut en attendre beaucoup plus aujourd'hui. Ni Washington ni Moscou n'ont d'ailleurs intérêt à faire à faire entrer dans les négociations d'autres partenaires qui sont restés assez discrets : la Chine d'abord, mais aussi les autres grands émergents. Il est logique que Russes et Américains choisissent de reprendre la discussion.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagissez](#)